

1969	Source : <i>Mai</i> N° 4 mars-avril 1969
-------------	---

Nouvelles perspectives ?

Marcel Liebman

« Nouvelles Perspectives ». C'était le titre d'une revue que publiait autrefois une gauche israélienne désireuse de se rapprocher des Arabes. Ces « nouvelles perspectives » qu'elle suggérait à ses compatriotes, c'était une attitude plus maternelle à l'égard de la minorité arabe d'Israël et une ouverture positive vers les Etats « progressistes » du Proche-Orient. « Nouvelles Perspectives » a cessé de paraître et c'est là un signe des temps : moins que jamais, les « bonnes volontés » ne commandent la situation dans cette partie du monde et les perspectives qu'on y découvre échappent à leur contrôle.

Quelles sont ces perspectives ?

La première n'est rien d'autre que la continuation et l'accentuation des données qui forment l'origine et la trame de la situation actuelle. Israël, fort de ses appuis internationaux (les Etats-Unis) et grisé par ses victoires, poursuit sur sa lancée et demeure fidèle à sa politique de toujours : imposer sa présence à un environnement hostile en usant de la violence qui est à la mesure de ses moyens et paraît répondre à sa vocation. De nombreux dirigeants israéliens ne cachent pas que cette optique est la leur. Elle implique la préparation d'une nouvelle épreuve militaire fondée, en fait, sur des exigences nouvelles : en juin 1967, Israël prétend se battre pour assurer la liberté de sa navigation, c'est-à-dire sa survie. Or, l'Egypte est prête à consentir à son adversaire le droit de libre passage à travers le canal de Suez et le golfe d'Akaba. Mais ce qui, hier encore, était présenté comme vital est décrié aujourd'hui comme dérisoire. C'est l'escalade des prétentions, corollaire inévitable du triomphalisme israélien. Que ce dernier conduise à de nouveaux affrontements est à peu près reconnu comme faisant partie de la destinée tout à la fois souffrante et glorieuse d'Israël. Un destin qui a ses côtés sombres mais dont la grandeur semble exalter les imaginations et fausser les jugements.

Triumphalisme ou modération?

Il nous paraît que cette perspective - compter sur la *force* pour préparer de nouvelles épreuves de *force* - est une probabilité avec laquelle il faut surtout compter. Il en existe pourtant une autre faite de modération et de réalisme et qui consisterait pour Israël à tenter un compromis avec les Etats arabes qui y sont disposés. Dans ses grandes lignes, ce compromis reprendrait et préciserait les modalités de la solution envisagée par le Conseil de sécurité de l'O.N.U., dans sa résolution du 22 novembre 1967 qu'analyse par ailleurs Yvette Lagrange. Elle signifie, en définitive, qu'Israël renonce aux fruits de ses conquêtes militaires et accepte une solution « équitable » du problème des réfugiés. En échange, il obtiendrait la fin de l'état de belligérance, la reconnaissance *de facto* et la garantie de ses frontières. Ce serait un pas décisif et sans doute irréversible vers une solution du conflit entre Israël et *les Etats arabes*. Le « fait établi » d'Israël serait admis et son injustice entérinée, puisque serait acquise la dépossession dont sont victimes les Palestiniens. Les clauses prévues par la résolution du Conseil de sécurité abordent en effet les différents aspects du conflit, mais à une référence près - celle, très vague, des réfugiés - elle passe sous silence les revendications des Palestiniens et singulièrement celle de leur droit à l'autodétermination. On comprend sans peine les raisons de ce silence : il sauvegarde les intérêts essentiels de l'Etat d'Israël et arrange parfaitement l'Etat jordanien qui, en se constituant, a largement empiété sur le territoire palestinien.

Si demain Israël optait pour cette solution, il jetterait le trouble dans le camp arabe confronté dès lors avec la perspective d'une solution « raisonnable » réalisée sur le dos des Palestiniens. La cause de ces derniers serait sacrifiée et il n'est pas certain que les masses arabes accepteraient ce sacrifice sans réaction vigoureuse. Mais pour quelques dirigeants arabes, il y aurait à ce risque certain un avantage appréciable : la « bombe palestinienne » serait désamorcée. La « bombe palestinienne », c'est l'éclosion et le développement d'un mouvement populaire de résistance, ferment d'agitation qui pourrait faire porter ses effets sur tout le monde arabe et remettre en cause le pouvoir de certains hommes et la solidité de certains régimes. Le développement de la conscience et de la résistance palestiniennes met donc en danger non seulement Israël mais également l'ordre établi au sein du camp arabe. Une même inquiétude et une même prévoyance devraient conduire les ennemis d'aujourd'hui à tenter, dans un sursaut de lucidité, de prévenir la menace qui les guette.

Mais Israël - à l'encontre de l'Egypte et de la Jordanie - rejette la résolution du Conseil de sécurité, s'accroche à ses frontières élargies, se complaît dans sa grandeur et - qui sait - rêve peut-être de nouvelles conquêtes. De telles dispositions d'esprit rendent cette seconde perspective - la « solution politique » ou diplomatique - très improbable, voire illusoire.

La perspective palestinienne

Ces deux éventualités ne sont pas neuves. il y a plusieurs années qu'Israël donne à ses amis et à ses ennemis l'impression qu'il ne mise que sur la force et qu'il n'envisage pas d'autre solution que celle d'une alternance d'expéditions punitives et de déclarations pacifiques qui lui coûtent d'autant moins qu'elles ne s'accompagnent d'aucune concession réelle. La « voie diplomatique » ou la « solution politique », inséparables d'un accord entre Etats modérés, correspond également depuis longtemps au souhait de nombreux amis de la paix.

Les derniers développements du conflit israélo-arabe remettent toutefois en cause ces données presque classiques du problème. Désormais, le conflit compte un protagoniste de plus. Sa solution échappe aux affrontements ou aux arrangements entre Israéliens, Egyptiens, Syriens et Jordaniens. Le fait nouveau de ces derniers mois est le suivant : les principaux intéressés, les Palestiniens, ont maintenant, ont enfin voix eux aussi au chapitre. Et à la perspective du triomphe israélien, à celle de la réconciliation israélo-arabe, s'ajoute maintenant la perspective *palestinienne*. A la suite surtout de la guerre des six jours, de la faiblesse confirmée des Etats arabes et de l'occupation par les Israéliens de la Cisjordanie, la nation palestinienne dont la colère, pendant de longues années, bouillonnait seulement dans les camps de réfugiés, et ne faisait figure que de phénomène moral ou psychologique relevant (au mieux) d'oeuvres de charité, cette nation palestinienne est en train de devenir une entité politique de première importance. Toute la protestation d'un peuple occupé, spolié, ignoré jusqu'alors, la lutte des organisations de résistance auxquelles il a donné naissance, le combat toujours plus intense qu'elles mènent, la popularité croissante dont elles jouissent sont autant d'éléments nouveaux dont le poids pèsera dans le règlement du conflit israélo-arabe.

Le « conflit israélo-arabe » : l'expression est devenue classique et fait partie depuis vingt ans du vocabulaire politique le plus courant. Aujourd'hui, on est en droit de se demander si elle n'est pas dépassée. Le conflit israélo-arabe est en train de devenir un conflit israélo-palestinien dans lequel chacune des parties en présence peut compter sur des alliés mais où, en définitive, ce sont elles qui vont déterminer l'issue de la confrontation. D'un côté, l'Etat sioniste qui, pour la première fois de son histoire, rencontre une opposition sérieuse, se heurte à des adversaires insaisissables, partout présents, qui pour la première fois de son histoire doit admettre que le refus arabe prend la forme active d'un combat populaire. De l'autre, un mouvement d'indépendance et de libération nationales qui tire sa force de l'appui multiforme d'un peuple qui n'accepte pas la domination et dont rien ne dit qu'il se résignera au protectorat qu'on songe à lui préparer. Ce mouvement - il faut le souligner - n'est encore que dans sa phase de premier développement ; un mouvement à peine naissant dont l'avenir est incertain, le succès

peut-être très improbable. Tout cela est vrai. Mais il est non moins certain que, dès à présent, ceux qui veulent régler sans lui le conflit du Moyen-Orient courent le risque de se placer en dehors de la réalité politique. A la perspective de la puissance toujours renforcée d'Israël, à celle de la négociation entre Etats et du compromis, s'ajoute donc la perspective que défend le mouvement d'indépendance palestinien. Et le premier succès de ce mouvement tient en ce que, dans ce domaine, l'ignorance n'est plus permise. La revendication palestinienne peut paraître à d'aucuns injustifiée, à d'autres utopique, mais elle constitue d'ores et déjà une pièce importante du dossier. Ce que les Palestiniens demandent aujourd'hui, c'est la fin d'Israël - que plusieurs Etats arabes sont au contraire disposés à reconnaître si on leur en offrait l'occasion par des concessions réelles - et son remplacement par une Palestine « laïque et démocratique », c'est-à-dire binationale. Il ne s'agit plus - et pour beaucoup de Palestiniens, il ne s'est jamais agi - de détruire Israël en jetant, par exemple, « les Juifs à la mer ». Le but est d'amener les Juifs, les Israéliens à s'intégrer, en tant que communauté nationale, dans un ensemble multiethnique où Arabes et Juifs verraient leurs droits individuels et collectifs (religieux, nationaux, culturels) reconnus et garantis. Telle est la perspective qu'avec une clarté croissante, le mouvement national palestinien offre à l'opinion publique.

Personne ne s'y trompera : c'est là une perspective proprement révolutionnaire dans son audace et dans son optimisme. Elle mise sur la coexistence possible de deux communautés qui, depuis une ou même deux générations, vivent dans la méfiance, l'inimitié et la violence. Elle signifie pour l'humilié et le vaincu - le Palestinien - le rejet des séductions troubles et vaines de la vengeance. Pour les Israéliens, elle signifierait une révision déchirante, une rupture avec leur passé et leur présent, la fin du vieux rêve sioniste. La formule palestinienne, en effet, est incompatible avec le maintien dans le Proche-Orient d'un Etat exclusivement juif à l'image de ce qu'est Israël aujourd'hui : juif par ses lois, par son idéologie nationaliste, par son peuplement ; juif par sa prétention à vouloir représenter non seulement sa propre population mais encore les Juifs du monde entier ; juif enfin par son appel constant à l'émigration des Juifs de la « diaspora » et par les liens politiques, économiques et financiers qui le lient à ces derniers.

La solution palestinienne est donc extrême et radicale dans les transformations qu'elle implique. Elle remet en cause la nature et la forme qu'a prises, depuis la création du sionisme, l'implantation juive en Palestine. Cette implantation, si on en fait le bilan, peut se targuer de bien des réalisations ; elle peut se prévaloir de beaucoup de mérites. Mais elle demeure jusqu'à ce jour entachée et minée par un fait irrécusable : elle n'a jamais bénéficié de l'appui, du concours ou simplement du consentement des Arabes de Palestine à qui l'expérience sioniste a été purement et simplement imposée. C'est une telle faiblesse qui continue d'hypothéquer lourdement l'avenir d'Israël.

La fin des anathèmes?

Cet avenir, on nous le présente, du côté israélien, comme le renforcement d'une communauté juive et démocratique. Or, si elle demeure, dans son environnement arabe, essentiellement juive (aussi juive, disait Ben Gourion, que l'Angleterre est anglaise), elle ne peut pas être démocratique, pas plus qu'une Rhodésie blanche ne peut l'être en Afrique. Mais, nous ont affirmé les Israéliens, nous combattons pour notre survie et nous ne demandons rien d'autre que le droit de vivre. Il ne fait guère de doute que les Israéliens, dans leur immense majorité, sont animés d'une telle conviction et c'est ce qui fait leur force et leur cohésion nationale. Et tant que les Arabes mettaient en cause, refusaient ou donnaient l'impression de refuser la présence en Palestine de cette communauté israélienne de plus de deux millions de personnes, la lutte d'Israël semblait en effet pouvoir être présentée comme une lutte pour l'existence physique, comme une lutte pour la vie.

Voilà une prémisse qui n'est plus fondée : à présent, les Palestiniens, capables, enfin, de parler pour eux-mêmes, déclarent : nous souhaitons que les Juifs restent en Palestine. Lorsque, lors de la conférence du Caire, le principal délégué syrien, fidèle au vieux langage et aux vieilles malédictions, a affirmé que les Israéliens progressistes n'existaient pas parce que le progressisme implique que les Juifs quittent un pays usurpé, c'est le porte-parole d'El Fatah qui, publiquement et solennellement, a défié la délégation syrienne et, ce faisant, a détruit l'ancien anathème. Nous souhaitons, disent les organisations de résistance palestinienne, que les Juifs de Palestine - c'est-à-dire les Israéliens - demeurent dans leur patrie, mais dans une patrie qui cesserait d'être leur bien exclusif pour devenir le patrimoine commun des Arabes et des Juifs. Certes, une telle assurance ne doit pas être automatiquement admise. Les Israéliens ont droit à des précisions et à des garanties suffisantes quant à sa mise en oeuvre et à sa réalité. Mais le seul fait qu'elle soit répétée crée une situation nouvelle.

En d'autres termes et pour conclure : Israël se trouve pour la première fois confronté avec une résistance arabe efficace et sans doute irréductible parce que populaire. Et, d'autre part, les Palestiniens, si longtemps contraints au silence, appellent de leurs vœux le maintien de la présence communautaire juive dans leur pays, et, mieux encore, tendent la main à cette gauche israélienne dont Henry Goldman décrit par ailleurs les faiblesses et la réalité. Le progrès de ce courant, son adhésion à une formule d'Etat binational qu'elle avait autrefois admise, son rapprochement progressif avec le mouvement palestinien dans ce qu'il a de démocratique et d'antiraciste sont, au surplus, d'autres facteurs qui, s'ils se développent, peuvent orienter l'avenir. La perspective palestinienne, utopique aujourd'hui, pourrait alors s'avérer la plus audacieuse, la plus optimiste et la plus réaliste des voies qui, au Proche-Orient, mènent à la Paix et à la Justice.

